

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 20 au 26 septembre 2025

Faits saillants

- **Campagne au sein du PLD japonais : le pouvoir d'achat au cœur des débats**
- **La Boj initie, très graduellement, la cession de ses importants stocks d'ETFs et de REITs**
- **Le FMI revoit légèrement à la hausse sa prévision de croissance pour la Corée à 0,9 % pour 2025**

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 26/09	Var. vs. 19/09
USD/JPY	149,8	+1,3 %
USD/KRW	1 412	+1,9 %
Nikkei 225	45 355 pts	+0,7 %
KOSPI	3 386 pts	-1,7 %
JGB 10 ans	1,654 %	+1,3 bps
SK 10 ans	2,967 %	+17,7 bps

Réunion trilatérale États-Unis-Japon-Corée | Le 22 septembre à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre des Affaires étrangères de la République de Corée, Hyun CHO, le secrétaire d'État américain, Marco RUBIO, et le ministre japonais des Affaires étrangères, Iwaya TAKESHI, ont publié une déclaration commune réaffirmant leur volonté de renforcer leur coopération en matière de sécurité et d'économie. Au-delà de leur engagement envers le principe de dénucléarisation de la péninsule coréenne, la déclaration a mis en avant les projets d'élargissement de la coopération autour de 5 axes : (i) la résilience des chaînes d'approvisionnement, (ii) les minerais critiques, (iii) le nucléaire civil, (iv) les technologies quantiques et (v) l'intelligence artificielle. Le ministre coréen a par ailleurs rappelé la nécessité de garantir la fluidité de la mobilité d'experts techniques, évoquant notamment la création d'une nouvelle catégorie de visa pour éviter la répétition d'incidents tels que le raid de l'immigration américaine contre des travailleurs coréens dans l'usine de batteries Hyundai-LG en Géorgie. Son homologue américain a apporté son soutien en faveur d'une résolution rapide de cette difficulté en indiquant qu'il tiendrait compte de la relation d'alliance amicale entre les deux pays. Les ministres ont enfin salué la poursuite du dialogue sur la sécurité économique et sont convenus de maintenir un dialogue trilatéral à tous les niveaux.

Japon

Macroéconomie

Élections à la tête du PLD | Le nouveau chef du Parti libéral démocrate (PLD), qui devrait dans la foulée prendre la direction du pays, sera désigné à l'issue du scrutin du 4 octobre parmi 5 candidats déclarés dont l'ancienne Ministre des Affaires intérieures et des Communications,

Sanae Takaichi, et l'actuel Ministre de l'Agriculture, des forêts et de la pêche, Shinjirō Koizumi, tous deux faisant figures de favoris. Alors que les ménages japonais font face à une inflation persistante tirée notamment par les prix des denrées alimentaires (+2,7 % en août et +69,7 % pour le prix du riz), les programmes économiques des candidats sont avant tout centrés sur le soutien au pouvoir d'achat. S. Koizumi s'inscrirait *a priori* dans la continuité des mesures économiques engagées par les gouvernements Kishida et Ishiba, avec toutefois le souhait d'intervenir aussi en soutien des ménages. Sa principale rivale, S. Takaichi - qui a occupé plusieurs postes ministériels dans les gouvernements de Shinzō Abe, issue de l'aile droite du PLD - a cherché ces derniers jours à rassurer les marchés par rapport au fort expansionnisme budgétaire et à la position fermement *dovish* qu'elle avait promus voici un an, lors des dernières élections à la présidence du PLD (S. Takaichi s'était hissée en tête du 1^{er} tour avant de s'incliner face à S. Ishiba au second). Bien que la nomination d'un nouveau gouvernement devrait rapidement suivre l'élection du 4 octobre, celle-ci ne signera pas, pour autant, la fin des turbulences politiques, qui devraient vraisemblablement se prolonger du fait de l'absence d'une majorité relative dans les deux chambres parlementaires, plaçant ainsi sous contrainte l'agenda législatif de l'actuelle coalition au pouvoir PLD-*Kōmeitō*.

PMI Manufacturier et Services | À 48,4 points, mesuré en septembre, le PMI manufacturier - indice qui reflète l'activité du secteur - s'est contracté de -1,3 ppt par rapport au PMI relevé en août. Ce recul, qui s'explique notamment par la faiblesse des nouvelles commandes, paraît confirmer l'impact négatif - dès le T3 2025 - des barrières douanières américaines sur la croissance économique nippone (du reste, visible dans les données du commerce extérieur du mois d'août). A l'inverse, le PMI des services a enregistré en septembre son 11^{ème} mois d'expansion consécutif (au-dessus du seuil de 50), à 53,0 (soit +0,1 ppt en rythme mensuel).

Droits de douane US-JP | Les droits de douane américains de 15 % sur les importations d'automobiles japonaises, décidés le 22 juillet, sont entrés en vigueur le 16 septembre à la suite du décret présidentiel signé par D. Trump le 4 septembre. La mesure s'applique rétroactivement au 7 août, les sommes perçues au-delà du nouveau taux seront remboursées aux importateurs. Initialement fixés à 27,5 %, ce nouveau décret, salué par les autorités, devrait permettre de soulager l'industrie automobile nippone, secteur historique du pays qui pèse pour près de 8 % des emplois et 30 % environ des exportations vers les Etats-Unis. Le nouveau taux reste toutefois nettement supérieur au droit de base initial de 2,5 %. Cette hausse des droits de douane devrait à terme peser sur les bénéficiaires des grands groupes japonais qui espèrent pouvoir, en partie, compenser leurs effets en augmentant leur production aux Etats-Unis tout en jouant sur les marges s'agissant des véhicules exportés. Les constructeurs ont en outre appelé les autorités à soutenir la filière via notamment un allègement du régime fiscal.

Secteur financier

Banque du Japon | La Banque du Japon (BoJ) a annoncé le 19 septembre dernier, en marge de sa réunion de politique monétaire, se défaire très progressivement de son stock massif de créances sous forme d'ETFs accumulés entre 2010 et 2023 (d'une valeur de marché estimée à 460 Mds EUR en août) et de REITs (valeur de marché évaluée à 4,03 Mds EUR), dernière empreinte de la politique de QQE qu'elle avait engagée dans un environnement déflationniste. Selon la BoJ, les ventes annuelles qu'elle prévoit représentent 0,05 % du volume total des transactions opérées sur le *Prime Market* et sur le *REIT Market* de la Bourse de Tokyo. Le Gouverneur K. Ueda a indiqué que, selon le rythme de vente prévu (très graduel donc et qui pourrait être amendé afin d'éviter toute perturbation sur les marchés), l'écoulement de son stock d'ETF pourrait prendre plus d'un siècle. Le *Japan Center for Economic Research* (JCER) estime que la BoJ possède au moins 5 % des parts de 497 entreprises nippones.

Secteurs non financiers

Énergie | L'industrie nucléaire japonaise anticipe une croissance de ses activités, dans un contexte de relance du nucléaire sur le territoire. Le gouvernement a fixé l'objectif d'atteindre 20 % de nucléaire dans le mix électrique d'ici 2040, à la fois par le redémarrage du parc existant (14 réacteurs redémarrés sur les 34 redémarrables) et par la construction de nouveaux

réacteurs innovants. Ainsi, Kansai Electric Power Company (KEPCO) a récemment annoncé relancer des études de faisabilité, abandonnées en 2011 suite à la catastrophe de Fukushima, pour la construction d'un nouveau réacteur sur son site de Mihama. Mitsubishi Heavy Industry (MHI) pourrait se positionner comme principal partenaire, en tant que fournisseur du réacteur - un réacteur de nouvelle génération à eau légère avancé, le « SRZ - 1200 » - encore en développement. La capacité à relancer des réacteurs existants tout en initiant la construction de nouveaux réacteurs constitue un défi considérable pour les industriels, confrontés à l'érosion des savoir-faire dans le secteur. Le Forum industriel atomique japonais (JAIF) évalue ainsi que le secteur aurait besoin d'un surcroît de 20 à 50 % de main d'œuvre formée pour assurer le bon développement des activités nucléaires. MHI a annoncé vouloir recruter 200 nouvelles personnes par an pour ses activités nucléaires (+10 % des effectifs depuis 2023) quand IHI s'est fixé un objectif de +20 % d'employés en 2030. Malgré ses plans d'embauche, la relance du secteur ne s'accompagne pas, pour le moment, d'un regain d'intérêt significatif dans les filières académiques, le nombre d'étudiants dans les cursus spécialisés étant en repli structurel depuis près de 30 ans. A date, le gouvernement n'a pas annoncé de programme de soutien spécifique pour revitaliser l'enseignement supérieur dans le secteur.

Corée du Sud

Macroéconomie

Mission FMI et perspectives économiques | A l'issue de sa mission en Corée, le FMI a relevé de +0,1 point de pourcentage sa prévision de croissance pour 2025, désormais attendue à 0,9 %, tout en maintenant son anticipation d'un rebond à 1,8 % en 2026. Si ces projections sont légèrement plus favorables que celles de la Banque de Corée (0,9 % puis 1,6 %), elles restent en-deçà de celles de l'OCDE (1,0 % puis 2,2 %). Selon le FMI, cette amélioration est imputable à la progression de la confiance des consommateurs, appelée à se poursuivre, ainsi qu'aux budgets supplémentaires adoptés. Dans son communiqué, l'institution a souligné l'efficacité des politiques budgétaires et monétaires accommodantes et des mesures ciblées sur le marché immobilier, en appelant à maintenir cette orientation à court terme. À plus long terme, l'atteinte de l'objectif de croissance de 3 % fixé par le gouvernement nécessitera cependant de profondes réformes structurelles visant à rehausser la productivité, à relever le défi démographique et à améliorer l'allocation du capital.

Secteurs non financiers

Attractivité | Le Ministère des Sciences et des Technologies de l'information et de la communication (MSIT) a signé un protocole d'accord (MoU) le 22 septembre avec BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs mondial, afin de renforcer la coopération dans l'intelligence artificielle (IA), les infrastructures associées et les énergies renouvelables. Le président LEE Jaemyung et Larry Fink, CEO de BlackRock et par ailleurs co-président par intérim du Forum économique mondial, se sont accordés sur l'objectif de faire de la Corée le hub asiatique de l'IA. BlackRock, déjà engagé dans le partenariat mondial pour les infrastructures IA aux côtés de Microsoft, Nvidia et xAI, a exprimé son intention de mobiliser davantage de capital en soutien de la Corée. A noter par ailleurs qu'en marge des assemblées de l'ONU, le Président LEE a échangé avec le Président tchèque, Petr PAVEL, sur la coopération autour du projet de centrale nucléaire de Dukovany et sur le renforcement du dialogue bilatéral dans d'autres domaines dont les semi-conducteurs, les véhicules électriques et la défense. Le Président LEE a également discuté avec son homologue ouzbek, Shavkat MIRZIYOYEV, des opportunités croisées sur les minerais stratégiques, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et le développement des infrastructures (chemins de fer, aéroports, routes).

Soutien au secteur sidérurgique | Afin d'atténuer les effets des tarifs douaniers américains de 50 % sur l'acier et l'aluminium, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie (MOTIE) a introduit un mécanisme de garantie à l'export pour un montant total d'environ 400 Mds KRW (290 M USD). L'objectif est de soutenir les chaînes d'approvisionnement locales et alléger le

coût du financement pour les entreprises sidérurgiques, dont POSCO et Hyundai Steel. Ce dispositif s'ajoute au plan de soutien d'urgence au secteur sidérurgique annoncé début septembre, visant à mobiliser 570 Mds KRW (409 M USD), essentiellement sous forme de prêts concessionnels. Les États-Unis absorbent 13 % des exportations coréennes d'acier (5 Mds USD), un secteur qui compte pour 5 % des ventes extérieures du pays. L'aluminium représente une part plus marginale des exportations coréennes (0,7 % du total), mais est également fortement exposé au marché américain (20 % des exportations, soit 1 Md USD).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.